

Une difficulté supplémentaire de la fixation du prix vient du fait que la mise à disposition de l'eau potable comporte une grande part de frais fixes, depuis le captage des sources jusqu'au raccordement du ménage - au moins 80 % du coût total. Dans son avis, le CES met le doigt sur un dilemme : pour refléter cet état des choses, une tarification devrait comporter une « taxe de raccordement » élevée, et un prix au mètre cube peu élevé. Cela ferait l'affaire des gros consommateurs industriels ... et des familles nombreuses. Le problème : cela n'incite guère à faire des économies d'eau, alors que c'était le but affiché de la récupération des coûts. A l'inverse, une tarification fortement liée à la consommation réelle punit le gaspillage, mais a un impact social négatif. La CEP conclut en demandant de mentionner les aspects sociaux dans la loi, afin de permettre aux communes de les prendre en compte dans leur facturation - une pratique qui existe déjà aujourd'hui.

Quel est le juste prix ?

On peut s'étonner que la CEP, qui cite dans son avis l'expert de l'eau et altermondialiste Riccardo Petrella, n'évoque pas le modèle de tarification développé par son Forum alternatif mondial de l'eau (Fame). L'idée de base est le droit fondamental de l'accès à l'eau, qu'affirme également la CEP. Donc, estiment les altermondialistes, il convient de mettre gratuitement à disposition de chaque personne une certaine quantité d'eau.

Au-delà, ils proposent une facturation progressive : plus on consomme, plus le prix au mètre cube augmente. L'intérêt de ce type de facturation est évidemment de concilier objectifs écologiques et objectifs sociaux. Et cela tout en évitant l'effet de stigmatisation allant de pair aussi bien avec des prix préférentiels qu'avec des allocations spéciales.

Le LSAP, traditionnellement proche de la CEP, dominée par le syndicat OGBL, n'a pas encore arrêté de position concernant la tarification de l'eau. « Une augmentation du prix est utile pour inciter à économiser l'eau », estime Roger Negri, membre socialiste de la commission des affaires intérieures. « Mais cela ne doit pas conduire à ce que les moins bien lotis aient peur d'ouvrir le robinet. » Negri attend d'avoir vu les règlements grand-ducaux déterminant le détail du prix de l'eau pour en dire plus.

« Le ministre s'est engagé à nous fournir ce règlement grand-ducal », dit Marco Schank. « Et la commis-

sion s'est accordée à traiter ces articles quand tous les textes et tous les avis seront sur la table. » Avec ses 66 articles et 147 pages, le projet de loi-cadre a de quoi occuper les députés entre-temps.

Tu payes pour moi

Parmi les nombreux avis qui ont été demandés, et dont la commission souhaite tenir compte, il y a aussi celui de l'Association luxembourgeoise des services d'eau (Aluseau), qui regroupe les services d'eau publics communaux et intercommunaux. Là encore, le financement constitue le point de mire des critiques. L'association s'inquiète moins du niveau de prix que de la répartition des coûts entre les trois secteurs des ménages, de l'industrie et de l'agriculture. En effet, ces deux derniers, gros consommateurs, risquent de bénéficier de prix favorables, alors qu'ils polluent beaucoup. « Suivant le principe de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur,

le consommateur final ne peut pas être appelé à contribuer à des frais et des investissements pour réparer des dégâts dont il est ni responsable, ni à l'origine », écrit l'Aluseau.

Camille Gira partage ce souci : « J'ai l'impression que ce texte protège l'agriculture et lui confère un statut à part. Le comble, c'est que certains programmes de protection auront besoin de l'autorisation du ministère de l'agriculture. » L'idée de brader le prix de l'eau au bénéfice de l'agriculture déplaît également à Roger Negri. A ses yeux, ce n'est pas la seule cause qui risque de faire flamber la facture des ménages. « Si nous faisons tout ce qui est nécessaire pour une bonne qualité de l'eau, le prix au mètre cube risque d'être très élevé », estime-t-il. Et d'évoquer les nombreuses stations d'épuration qui restent à construire - « surtout si la population augmente, comme le prévoit l'IVL ». Ainsi, c'est aussi au nom du réalisme et de l'avenir que peut être mis en doute le principe de récupération des coûts.



PHOTO : ALEAZZURRO / STOCKXCHNG

L'eau, un bien public. Comment concilier objectifs écologiques et accès de tous ?